

**DECISION DU MAIRE**  
**Prise en application de l'Article L.2122-22**  
**du Code général des collectivités territoriales**  
**n° DESG-2017-10**

Le Maire de La Ravoire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 avril 2014 portant délégation d'attributions du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu la convention signée en date du 15 mars 2013 entre la commune de La Ravoire et l'association Tennis club de La Ravoire pour mettre à disposition du club les installations et locaux, propriété de la collectivité, nécessaires à la pratique de l'activité de tennis ;

Considérant que cette convention, établie pour une durée de 4 ans, arrive à échéance et qu'il convient que l'association puisse continuer à bénéficier de ces équipements ;

**DECIDE**

Article 1 : Un avenant n° 1 à la convention de mise à disposition d'équipements de tennis est établi avec l'association Tennis Club afin de prolonger la convention jusqu'au 31 août 2017.

Article 2 : Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Fait à La Ravoire, le 30 mars 2017.

Le Maire,  
**Patrick MIGNOLA**

*La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135, 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*